

BERNARD LIETAER

LES MONNAIES COMPLÉMENTAIRES REDONNENT DU SENS À NOS ÉCHANGES

Pourquoi l'usage d'une seule monnaie, par pays ou par zone géographique, passe pour une règle immuable ? Des études poussées ne montrent-elles pas tous les bienfaits des devises dites régionales, locales ou complémentaires ? Certaines d'entre elles sont utilisées par des dizaines de milliers de citoyens : pourquoi leur réussite est-elle si peu connue ? Souvent présentées comme trop complexes pour le simple citoyen, ces terrains de réflexion sont en réalité accessibles à tous. Seulement voilà, s'y aventurer conduit rapidement à constater la domination des banques sur tous les autres secteurs de l'économie. Non seulement la monnaie sert l'intérêt de ceux qui la créent (les banques à travers la dette), au détriment de l'intérêt général, mais le secteur financier ne maîtrise pas les conséquences de ses opérations, les crises de 2008 et de 2011 en offrent la démonstration.

Pour explorer ces problématiques, Bernard Lietaer est un pédagogue hors pair capable de se mettre à la portée de chacun, y compris du parfait béotien. Ce spécialiste belge des monnaies complémentaires est bien placé pour connaître les défauts du monopole monétaire : ancien haut fonctionnaire, il officiait à la Banque nationale belge pendant le passage à l'euro. Aujourd'hui il emploie son temps à expliquer lors d'innombrables conférences, les vertus des monnaies dites locales, régionales ou communautaires, mais aussi à les mettre en place dans plusieurs régions du monde.

L'un des exemples européens les plus anciens et les plus aboutis reste le *wir*¹ suisse créé par une poignée d'entrepreneurs. Il est aujourd'hui si répandu que la Suisse l'a officiellement reconnu comme une seconde monnaie. Son existence a contribué à stabiliser l'économie du pays pendant la crise financière. En effet, une économie n'utilisant qu'une seule monnaie s'avère aussi vulnérable qu'un organisme

1. Ce mot signifie "nous" en allemand.

vivant dépourvu de système immunitaire : ce monopole facilite considérablement la contagion des crises. Ces événements sont d'ailleurs de plus en plus nombreux et rapprochés, mais aussi toujours plus graves. La création de monnaies complémentaires remédie à cette fragilité extrême, mais représente aussi une réappropriation démocratique de ce moyen d'échange en offrant une alternative à la domination des banques. A l'heure où le citoyen n'a plus de prise sur sa monnaie et ignore notamment ce que font les banques avec son argent, ces moyens d'échanges offrent l'assurance d'une gestion de la monnaie qui respecte les valeurs de ceux qui l'utilisent. Une monnaie locale peut servir à stimuler les produits locaux d'une région, elle peut concrétiser un réseau d'entraide unissant les PME ou les associations d'un même territoire, ou encore soutenir la création artistique, la solidarité pour le grand âge, etc. En somme, une monnaie n'est pas créée *ex nihilo*, mais découle forcément d'une intention particulière.

En pratique, lancer une nouvelle monnaie consiste donc essentiellement à mobiliser les membres d'une communauté autour de l'usage d'une même devise. Une initiative guère plus complexe techniquement que le démarrage d'un jeu de société comportant une banque, ou que la distribution de tickets restaurants (un moyen d'échange comme un autre) au sein d'une entreprise. En France les habitants de Villeneuve-sur-Lot ont tenté l'expérience et, à peine un an après la création de leur monnaie, ils déboursent en toutes situations leurs abeilles pour payer les commerçants et autres entreprises locales qui accompagnent leur vie quotidienne. Elles sont aujourd'hui près d'une cinquantaine à les accepter, un an seulement après leur lancement en janvier 2010. Une telle monnaie est promise à un bel avenir dans les années qui viennent, si l'on en croit une autre expérience comparable mais plus ancienne, le chiemgauer. Mis en circulation en

2003 en Bavière, dans la région de Chiemgau, il est déjà utilisé comme moyen de paiement et accepté par près de six cents entreprises et plus de deux cents associations. Avec leurs drôles de noms, l'abeille, le chiemgauer et le wir représentent pourtant une alternative aussi sérieuse que prolifique, puisque 4 000 monnaies régionales circulent déjà dans de nombreux pays dont l'Angleterre, le Japon, le Brésil, l'Uruguay, l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, la France, etc. Loin d'être des innovations, ces solutions nous rappellent que de multiples monnaies complémentaires ont existé, notamment en Europe occidentale entre le règne de Charlemagne et celui de Napoléon. La plupart ont été abolies par un pouvoir central désireux de mieux contrôler l'économie. Mais ces moyens d'échange refont surface depuis quelques années : selon Bernard Lietaer l'essaimage de ces devises s'accélère, avec à la clé le développement d'un système financier dont la prospérité ne sera plus seulement affaire de consommation et d'accumulation. Ces nouveaux moyens d'échange contribueront aussi à l'épanouissement des individus au sein d'un réseau économique qui tient compte des convictions de chacun.

Témoignage de Bernard Lietaer

De la monoculture financière à la biodiversité monétaire

Imaginons que je vous donne une voiture sans freins et dont le volant est défectueux. Je vous envoie alors sur des routes de montagne à travers les Alpes. Si un accident arrive, les gens qui verront cela d'un regard extérieur diront : "Quel terrible conducteur !" ou "La carte route est fautive : regardez, elle est obsolète, le virage sur lequel vous êtes sorti de route n'apparaît pas." D'autres enfin vous inciteront à changer les pneus. Mais alors que se passera-t-il ? Un autre accident. Pour moi l'analyse des crises financières en 2008 et 2011 ressemble en tout point à ces interprétations erronées : elles se détournent de la vraie source du problème. On se comporte comme si les feuilles de routes établies par les Etats ou la Banque mondiale étaient responsables. Mais on agit surtout comme si ces crises étaient les premiers accrochages du système financier, alors qu'en réalité les statistiques du FMI montrent que 145 crises bancaires ont eu lieu depuis 1970, ainsi que 208 krachs et 72 crises liées aux dettes des Etats. Cela fait en tout 425 accidents en quarante ans, soit une dizaine par an ! S'il existait une voiture qui offre aussi peu de sécurité, repenser sa conception en profondeur serait une évidence pour tout le monde. Dans le secteur automobile comme dans tout autre domaine, c'est ce qui arriverait. La seule exception à cette attitude rationnelle, c'est le système monétaire qui pourtant a des conséquences exponentielles et fait des millions de victimes. L'ensemble des politiques qui ont été suivies traitent la situation comme si elle était conjoncturelle ou comme s'il s'agissait d'une simple question de gestion. Or ce n'est ni l'un, ni l'autre : nous sommes face à un problème structurel qui touche le cœur même du système, la monnaie.

Aujourd'hui, notre économie présente la même fragilité que ces exploitations agricoles qui choisissent la monoculture : on sait que

leur manque de diversité les rend terriblement vulnérables à la moindre agression extérieure. Prenez l'exemple des forêts plantées : lorsqu'elles contiennent une grande variété d'espèces, les risques d'incendie sont fortement réduits, car certaines d'entre elles limitent la propagation du feu. En revanche, une monoculture qui se cantonne à cultiver une seule sorte de sapins peut partir en fumée en très peu de temps. Je pourrais aussi vous citer l'exemple de ces élevages intensifs où les maladies se répandent en un clin d'œil du fait de la trop grande concentration d'une seule espèce dans un espace réduit et confiné. De la même manière, l'absence de diversité monétaire à travers le monde offre un terrain idéal à la prolifération des crises financières. Elles franchissent les frontières à une vitesse ahurissante et contaminent des régions à l'économie saine et prospère qui n'ont absolument rien à voir avec la source de la crise. Le fait que quelques emprunteurs américains, qui n'étaient plus capables de rembourser leurs prêts, provoquent un krach dans le monde entier et impactent des économies saines par ailleurs, montre bien l'extrême fragilité de notre système.

Mais une réforme de l'économie qui aurait pour seul objectif d'éviter les crises ne prendrait pas en compte toutes les dimensions du problème : le système monétaire est aussi largement responsable de la financiarisation de l'économie, de la dégradation des rapports sociaux et d'une régression de la démocratie. Cet ascendant sur les principaux enjeux de société ne s'exprime pas seulement à l'occasion de crises, mais dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Les banques ont aujourd'hui plus de pouvoir que les Etats et leur domination est aussi répandue que l'usage de la monnaie elle-même dans les divers secteurs économiques et les différentes couches de la société. Cette situation n'est en aucun cas le résultat d'un complot ni rien d'approchant, et les professionnels de la finance ne sont certainement pas animés de mauvaises intentions. Cette prise de pouvoir

est la continuité naturelle d'un système qui ne pouvait déboucher sur aucun autre résultat. La clé permettant à chacun de comprendre cette prise de pouvoir par les banques est la création de la dette dont elles détiennent l'exclusivité. Les rouages de cette mécanique apparaissent aisément lorsque l'on ramène notre vaste planète à l'échelle d'une île où quelques individus seraient amenés à créer une monnaie pour faciliter leurs échanges. "L'île des naufragés", un texte du philosophe canadien Louis Even, s'appuie justement sur cette métaphore pour nous apporter une vision simple du fonctionnement de la finance.

Les dessous de la monnaie

Cette histoire met en scène huit rescapés d'un naufrage, ayant des professions complémentaires (charpentier, maraîcher, éleveur, comptable...) et représentant un petit échantillon de la société. Cette petite communauté échouée sur une île parvient à couvrir ses besoins avec les ressources disponibles sur place et atteint même un certain épanouissement. Mais rapidement le troc s'avère insuffisant pour des échanges fluides entre les îliens. Les blocages se multiplient : comment par exemple la maraîchère peut-elle régler sa livraison de bois hivernale alors que sa production n'arrive que six mois plus tard ? Un nouveau naufragé débarque sur l'île avec pour tout bagage un baril d'or. Une arrivée providentielle pour les habitants, d'autant qu'il est banquier de son état. L'homme fabrique un jeu de 200 billets de 1 euro pour chacun des îliens. La règle est la suivante : cet argent, dont la valeur est garantie par le stock d'or du banquier, est prêté et chacun doit donc lui payer des intérêts. Dès lors, une simple addition permet de comprendre le malentendu sur lequel s'appuie tout le fonctionnement de notre économie : la banque a prêté une somme de 1 600 euros aux îliens. Mais le remboursement total de cette somme

doit aussi inclure 160 euros : le montant des intérêts fixé par la banque. Or sur l'île ne circule que 1 600 euros et non les 1 760 euros nécessaires... Cette fiction figure parfaitement le fonctionnement réel des banques : elles créent de la monnaie lorsqu'elles accordent un prêt, mais le montant des intérêts, lui, n'est jamais créé. Ce manque permanent introduit une tension entre tous les acteurs de l'économie. Il assied le pouvoir des créanciers, qui dominent les citoyens comme les Etats. Ces derniers ayant délégué la création de monnaie aux banques, se mettent en situation d'emprunteurs, soumettant leur action au bon vouloir des établissements financiers, y compris sur des sujets aussi fondamentaux que l'aide humanitaire ou la protection de l'environnement.

Pour payer les intérêts, les habitants de l'île sont obligés de s'approprier d'une manière ou d'une autre l'argent des autres. L'économie n'est plus seulement un outil destiné à satisfaire les besoins de chacun, mais à maximiser son profit. Autrement dit, toute activité ayant un autre objectif que d'enrichir toujours davantage son créateur ne peut être que résiduelle et rester en marge d'une mécanique générale dictée par le paiement des intérêts. A l'échelle des citoyens, cette logique tend à nous éloigner irrésistiblement de certains objectifs fondamentaux : la préservation de l'environnement, l'amélioration du lien social et tout simplement le bonheur des individus. Ces enjeux aujourd'hui réservés à la vie associative ne devraient-ils pas être au cœur de la stratégie des entreprises ? Ils sont remplacés par un but dominant toute autre perspective : le profit et la compétition. Ce qui est vrai pour les entreprises apparaît aussi de manière évidente dans le fonctionnement des Etats : les pays endettés ne vendent-ils pas la gestion de leurs services publics à des entreprises privées pour honorer leur contrat vis-à-vis des banques et verser les intérêts ?

Vers une monnaie solidaire, simple outil de service

Aussi surprenant que cela puisse paraître, ce vaste constat appelle une solution qui relève simplement du bon sens et peut être comprise et appliquée sans compétence particulière. Les naufragés, après maintes crises et critiques du système, s'aperçoivent que la création de monnaie n'a pas besoin de s'appuyer sur un stock d'or. La monnaie est un simple instrument de service que des citoyens, des entreprises et des organisations de toutes sortes peuvent eux-mêmes créer et faire circuler très simplement. Les liens auraient pu, sans banquier, s'accorder sur l'émission de 200 billets de 1 euro pour chaque habitant afin de fluidifier leurs échanges. Ce principe base la valeur de la monnaie sur la création globale de biens et services. Aussi chacun peut emprunter sans intérêt lorsqu'il souhaite investir pour accroître sa production. De même, les participants du système peuvent décider de faire augmenter périodiquement les comptes de chacun d'une somme additionnelle, sans ne rien ôter à personne, afin que la quantité de monnaie corresponde bien à l'activité économique et donc aux besoins d'échanges.

Cette perspective n'appartient pas seulement à la fiction : des organisations partent à travers le monde créent leur propre monnaie, parfois à l'échelle de dizaines de milliers d'individus, d'associations et d'entreprises, qui échangent régulièrement de fortes sommes et s'affranchissent ainsi de leur dépendance aux établissements financiers. Mais à l'échelle de la planète, le recours à cette alternative reste confidentiel. Et pour cause : l'histoire imaginée par Louis Even fait abstraction de notre contexte historique et de l'illusion très forte de sécurité qui entoure les monnaies dominantes, à la limite de la superstition. Depuis sept siècles, nous sommes habitués au monopole monétaire au point que seul un petit nombre de citoyens oserait le remettre en question. La plupart d'entre nous ignorent tout simplement

que l'existence de monnaies complémentaires est non seulement envisageable, mais serait d'une efficacité redoutable pour construire des économies plus résistantes et surtout plus justes.

Diversité et interconnectivité : les clés de la résilience

L'échec de la "monoculture monétaire" actuelle doit nous pousser à nous intéresser au fonctionnement des écosystèmes naturels qui se caractérisent par leur résistance et pérennité. Depuis quelques années, je travaille avec une équipe, aux Etats-Unis, qui a passé vingt-cinq ans à les étudier. Quelles caractéristiques les rendent à ce point adaptables et solides face aux événements extérieurs ? Essentiellement deux variables : la diversité et l'interconnectivité. Dans la nature, la diversité permet à un écosystème de résister à la maladie qui touche l'une des espèces qui le compose, puisque les autres espèces, qui ne sont pas vulnérables aux mêmes agressions, continuent à vivre. Et l'interconnectivité se traduit notamment par la capacité d'un animal à se nourrir d'aliments variés. Si une plante disparaît, ils peuvent se reporter sur une autre, et l'écosystème dans son ensemble perdure.

Je vous propose d'imaginer à présent qu'un animal ne se nourrisse que d'une seule plante. C'est le cas du panda, par exemple, qui n'accepte qu'une seule sorte de bambou, dont sa survie dépend. Il devient alors expert et très efficace pour trouver et collecter ce type de plante. Le rendement de sa cueillette est impressionnant, mais le panda s'avère très vulnérable si sa nourriture est menacée. Ce constat à propos des écosystèmes vaut aussi pour les flux monétaires. Les banques excellent à créer du volume, autrement dit à favoriser la circulation d'une quantité considérable de monnaie, sans s'inquiéter du fait que, dans un pays, une seule devise est utilisée dans la quasi-totalité des échanges. Comme le panda, les banques favorisent l'efficacité, à savoir la capacité d'un individu ou d'un système à être

performant dans l'accomplissement d'une tâche particulière. Dans les deux cas, cela se traduit par une grande fragilité : si l'approvisionnement en bambou pose problème (pénurie, maladie, etc.), ou si la monnaie unique subit une crise, les conséquences deviennent rapidement dramatiques. J'affirme donc, même si cela peut paraître provocateur, que l'origine de la crise financière vient du fait que le système bancaire est trop efficace ! A l'échelle mondiale, le volume du marché de devises est colossal : il représente 3 200 milliards de dollars par jour. De même, l'efficacité du monopole monétaire est souvent illustrée par le fait qu'une monnaie nationale unique favorise la multiplication des échanges entre citoyens d'un même pays et rend la formation des prix plus efficace dans l'espace national. Mais au moindre changement, le système craque. Or, au lieu d'agir sur la source du problème, on sauve les grandes banques, les aidant à absorber les petites. On continue donc à pousser la machine dans le même sens : vers moins de diversité pour plus d'efficacité, jusqu'au prochain krach de la finance. La solution structurelle consiste donc à diversifier nos types de monnaies. Il faut introduire des monnaies complémentaires, qui ne remplacent pas la monnaie nationale, mais circulent en parallèle avec elle. Elles créeraient plus de diversité dans le système et donc une meilleure résistance aux changements et aux chocs, d'abord à l'échelle locale ou nationale, puis à l'échelle mondiale.

Créer une monnaie

Au premier abord, les citoyens peuvent avoir le sentiment que la création de nouvelles monnaies ne les concerne pas ou qu'une telle initiative semble bien compliquée, même à petite échelle. Pour moi cette réaction est le résultat d'un lavage de cerveau très efficace pendant plusieurs siècles, disant qu'il faut tout faire avec une seule monnaie. On a oublié que ce monopole n'a pas toujours existé : la France

médiévale du X^e au XIII^e siècle, notamment, fonctionnait avec une multiplicité de monnaies parallèles à la monnaie nationale. Durant cette période de décollage économique, la qualité de vie au bas de l'échelle sociale était supérieure à celle que l'on connaît aujourd'hui à niveau social équivalent. Il y avait des monnaies sociales, des monnaies de ville, des monnaies de noblesse locale, etc. Dans la région du Languedoc par exemple, treize monnaies circulaient.

A travers le monde, de nombreuses expériences de monnaies complémentaires existent déjà. En France il existe une centaine de SEL (Systèmes d'échanges locaux) au sein desquels les habitants d'une même communauté (village, ville, arrondissement...) facilitent leurs échanges de biens ou de services (bricolage, objets d'occasion...) grâce à la création d'une devise commune. Mais cette démarche qui se cantonne souvent à quelques centaines de membres, peut avoir une ampleur beaucoup plus importante de sorte que des milliers de commerces, d'associations et de citoyens, dans une même région, deviennent membres eux aussi et acceptent la monnaie complémentaire. En Europe, l'un des cas les plus remarquables de création d'une monnaie à grande échelle est le WIR qui a été lancé par un groupe de quelques entreprises en 1934 pour permettre aux PME participantes de se faire crédit entre elles, dans une perspective d'entraide, pour réduire leur coûteuse dépendance au secteur bancaire. Il regroupe aujourd'hui 75 000 membres et est utilisé par un quart des entreprises du pays. (Voir Cas pratique p. 113.) Créer une devise communautaire s'avère beaucoup plus simple qu'il n'y paraît, mais cette démarche est forcément associée à un objectif donné : ce support d'échange peut permettre à une compagnie aérienne ou de train d'accorder des avances à ses clients (les miles par exemple), mais peut aussi être mis au service de la protection de l'environnement, du soutien d'une production alimentaire locale ou encore de la lutte contre l'analphabétisme.

Une fois cet objectif connu, il suffit de réunir les acteurs qui partagent la même perspective autour d'un projet commun de monnaie.

Ceux-ci devront décider des règles encadrant l'émission et l'usage de ce nouveau support d'échange auquel on attache librement les valeurs que l'on souhaite défendre. Prenez le chiemgauer, son lancement résulte d'une simple mise en situation, presque un jeu, entre étudiants d'une même classe, qui a pris de l'ampleur. Les habitants du Chimgau l'ont ensuite mis en circulation pour favoriser les circuits courts de commercialisation de la région sur les circuits mondiaux. Il s'est d'abord présenté seulement sous la forme de petites coupures échangées par les premiers membres, puis s'est développé également comme monnaie électronique. Passant du citoyen au boulangier, au meunier et ainsi de suite, il crée du lien entre les habitants et les producteurs locaux. Mais en l'utilisant, chacun a aussi la garantie précieuse que, contrairement aux euros, cette monnaie dont le circuit est plus transparent n'alimentera jamais la spéculation mondiale.

Un fonctionnement non spéculatif

Cela dit, la spéculation peut aussi avoir lieu à l'échelle régionale. Donc pour éviter la tentation d'amasser cet argent, le chiemgauer perd régulièrement, de sa valeur : on appelle cela une monnaie fondante. A première vue, cela apparaît comme une aberration, mais c'est en réalité une des clés de son succès. Tous les trois mois, les utilisateurs de chiemgauer doivent faire apposer sur leurs billets un timbre prouvant qu'ils ont reversé 2 % de leur valeur à un fonds commun. Ce fonctionnement pousse les membres à dépenser leur argent dans le réseau plutôt que de chercher à l'accumuler. Il stimule donc la circulation de la monnaie afin qu'elle soit consacrée au bien-être de la population et à la vitalité de l'économie locale plutôt qu'à la spéculation. On

peut donc conférer à une monnaie un caractère non spéculatif, sans que cela ne nuise à son développement. Au-delà des petites sommes de la vie courante dépensées par les citoyens, les entreprises l'utilisent couramment pour des paiements en ligne de sommes qui atteignent souvent un montant comprenant cinq ou six chiffres. Le chiemgauer représente un chiffre d'affaires annuel équivalent à près de 4 millions d'euros.

Aujourd'hui, la mise en place d'une monnaie complémentaire est rendue plus simple notamment grâce à un modèle de création de monnaie (appelé le C3) que j'ai contribué à développer, puis à appliquer dans plusieurs régions du monde, notamment en Uruguay et au Brésil. Il devrait aussi voir le jour sur quelques territoires européens. Chacun peut le mettre en place grâce à un logiciel libre téléchargeable appelé Cyclos (voir les coordonnées en encadré) mis à disposition par la Strohaln Foundation. Cet outil permet aussi de mettre en circulation d'autres types de monnaies, selon la nature et les objectifs de l'organisation qui lance une nouvelle devise. En ce qui concerne le C3, il s'agit d'un réseau de crédit partagé entre les PME et les citoyens d'un territoire qui, entre autres effets bénéfiques, contribue à réduire le chômage. Voici le contexte : les PME ont quasiment toutes des problèmes de trésorerie qui freinent considérablement leur capacité d'embauche. Lorsqu'une PME fournit un service à une grande entreprise, celle-ci ne la paie qu'au bout de quatre-vingt-dix jours ; un délai qui fait le bonheur des banques, favorise le chômage et freine indirectement les autres PME locales partenaires, elles-mêmes confrontées à ce même problème de trésorerie. Or il faut rappeler que 70 à 90 % des emplois du secteur privé sont créés par les PME. Pourquoi ne pas les réunir autour d'une table avec le cercle des partenaires de l'entreprise

1. Un chiemgauer équivaut à 1 euro.

et créer leur propre monnaie ? C'est ce que nous avons fait en Uruguay et au Brésil, mais c'est possible partout ailleurs : un chef d'entreprise peut en effet créer une fédération à l'image de n'importe quel autre groupement d'entreprises autour d'une monnaie complémentaire. Prétée sur présentation de la facture encore impayée, la monnaie du réseau permet de régler les fournisseurs membres et ainsi l'économie est débloquée : les petites entreprises, qui autrefois patientaient de longs mois, n'ont plus besoin d'attendre les paiements de leurs clients pour disposer de leur argent. Elles retrouvent donc une trésorerie convenable qui leur permet non seulement de s'affranchir des intérêts facturés par les banques, mais aussi d'embaucher et d'investir au moment le plus opportun. Pour que chacun puisse faire durablement confiance à ce moyen d'échange, le réseau des entreprises choisit une société d'assurance et une banque pour la garantir. Autre gagé important de légitimité : l'Etat peut devenir partenaire. L'Etat uruguayen a récemment accepté le paiement des taxes des entreprises dans cette monnaie complémentaire. Cette implication garantit la bienveillance de l'Etat à l'égard de la monnaie et sa contribution pour que le système se développe plus largement. Elle représente une avancée décisive par rapport au modèle du WIR qui n'est ni convertible ni accepté par l'Etat.

La monnaie n'est pas un moyen d'échange neutre

On peut reprocher à ces exemples de ne rien solutionner à la question d'une croissance économique illimitée et incompatible avec la disponibilité limitée de nos ressources. Mais du moins permettent-ils une réappropriation plus démocratique de nos moyens d'échange, de contourner le monopole bancaire, d'éviter la spéculation et de favoriser les échanges locaux plutôt que les importations responsables d'importantes émissions de CO₂. Ajoutons que nous sommes

seulement au début de l'usage de ces monnaies complémentaires dont l'utilité est infiniment plus large qu'on ne le pense : une monnaie peut certes être destinée à faciliter les échanges commerciaux et l'emploi (le C3), mais peut aussi avoir une vocation sociale, écologique, ou servir une cause telle que l'éducation ou la protection de la santé. A Curitiba (Brésil) par exemple, la création d'une monnaie est venue solutionner l'accumulation des ordures dans les rues de la ville. Les véhicules municipaux ne pouvant accéder aux étroites ruelles des *favelas* (les quartiers pauvres), les ordures s'y amoncelaient, attirant la vermine et provoquant des maladies. Une situation intenable, d'autant que la ville a connu une véritable explosion démographique. Jaime Lerner, élu maire en 1971, n'avait pas les moyens de financer une solution qui soit à la hauteur du problème, telle que d'élargir les voies d'accès au quartier, d'en percer de nouvelles et de replanifier l'urbanisation. Face à ce problème, la municipalité a alors décidé d'installer de grands containers en périphérie des *favelas*, chacun portant un panneau différent : verre, papier, plastique. Les ordures triées et apportées par les habitants étaient rétribuées par des tickets de transport ou des cahiers scolaires. Sans le savoir, Jaime Lerner avait créé une monnaie complémentaire matérialisée par des tickets de bus ou des fournitures dont l'efficacité a rapidement été prouvée : les déchets ont littéralement disparu des rues de Curitiba. En trois ans, les soixante quartiers les plus pauvres ont échangé 11 millions de tonnes d'ordures ménagères contre 1 million de tickets de transports et 1 200 tonnes de denrées alimentaires. A elles seules les écoles de ces quartiers ont déposé 200 tonnes de déchets contre 1,9 million de cahiers.

En France, une monnaie écologique pourrait aussi être mise en circulation. Dans un premier temps l'Etat crée une monnaie appelée "la marianne" par exemple. Il en remet une certaine somme aux ONG en échange d'engagements précis de leur part (nettoyer une

zone déterminée, mener une action de sensibilisation, etc.). La valeur fixée à cette monnaie est la suivante : lorsqu'un citoyen consacre une heure de son temps à une ONG, celle-ci lui remet une marianne. Enfin le gouvernement déclare que tous les Français doivent chaque année s'acquitter auprès de l'Etat de 20 mariannes. Une telle mesure stimulerait indéniablement l'engagement des citoyens, sans forcément les contraindre : chacun peut acheter et vendre ses mariannes selon ses attentes via un marché électronique type Ebay. Certains passeront cinquante heures auprès d'une association et vendront leur excédent à ceux qui ne veulent pas consacrer de temps à cette cause. Outre son effet de levier, ce mécanisme offre un atout décisif : il permet d'être sûr que cette taxe de 20 mariannes est bien attribuée à l'objectif annoncé par l'Etat. Et cela réduit le poids des taxes qui pèsent sur les ONG lorsqu'elles ont recours à des salariés.

Envisager ainsi la création de monnaies complémentaires fait tomber l'un des préjugés les plus répandus : l'hypothèse implicite dans toute la théorie économique que la monnaie est neutre. On ne présente en effet la monnaie que comme un instrument passif qui se cantonne à faciliter les échanges. La réalité dément largement cette idée reçue : cet outil incontournable affecte tout ce qu'il touche, car lorsqu'il y a une seule monnaie, une seule économie, tout ce qui n'est pas compétitif cesse d'exister, quel que soit le domaine (médecine, éducation, art, etc.). La monnaie sert largement à modifier le comportement des gens à travers des incitations en entreprises, ou des subventions distribuées par l'Etat, etc. Redonner au système financier un panel de monnaies peut donc avoir dans les décennies à venir des effets dans tous les domaines. Dans un monde où chacun peut choisir librement l'économie dans laquelle il se sent bien et s'y épanouir, les citoyens pourront vivre selon leurs convictions et leurs passions beaucoup plus librement qu'aujourd'hui.

Cas pratique

Le WIR : monnaie d'entraide contre le monopole bancaire

Gestion opaque de l'argent déposé sur les comptes, spéculation, investissements court-termistes stimulant des industries polluantes par exemple, taux d'intérêts excessifs... Les raisons sont nombreuses de chercher des alternatives afin que les citoyens puissent échapper à la mainmise du système bancaire. Les sociétés elles aussi en dépendent souvent étroitement. Les banques rechignent parfois à traiter les demandes d'entraides trop petites : à quoi bon prendre le temps de traiter une demande de prêt de 20 000 euros alors que prêter 200 000 euros rapporte dix fois plus d'intérêts et réclame quasiment le même temps de traitement ? Les propos échangés par seize petits commerçants un jour de l'année 1934 à Bâle, lorsqu'ils décidèrent de créer leur propre monnaie, traduisaient probablement cette exaspération que peut susciter le *diktat* bancaire. D'autant qu'ils sortaient à peine de la crise de 1929 dont les contrecoups étaient terribles pour les entreprises.

Assis autour d'une table, ces entrepreneurs avaient pour point commun de s'être vus refusés des prêts bancaires, mais aussi d'être liés les uns aux autres à travers leurs activités économiques. Ils prirent alors la décision de créer une coopérative d'entraide et de mettre en place une monnaie parallèle, le WIR, circulant parmi les associés (des PME), mais dont la valeur serait liée au franc suisse (1 WIR équivalait à 1 franc suisse), sans être pour autant convertible. Rapidement les initiateurs réussirent à convaincre autour d'eux 1 000 autres membres qui souffraient eux aussi de problèmes similaires. Rapidement, la circulation de cette nouvelle monnaie parallèle débloqua la situation de nombreuses entreprises dont l'activité était suspendue aux prêts bancaires ou grevée par le coût des intérêts, et profita indirectement aux particuliers.

Voici, pour illustrer le fonctionnement de cette monnaie, le cas d'une PME qui a besoin d'argent pour construire un bâtiment. Elle souhaite emprunter une partie de la somme en WIR. Une fois que la banque WIR a accepté son dossier, l'argent versé ne vient pas des comptes des autres clients (contrairement aux banques traditionnelles), mais il est créé, ce qui explique le taux d'intérêt perçu qui s'élève à 1 % seulement. Dans ce cas comme pour beaucoup d'autres, le WIR se distingue nettement du système bancaire traditionnel qui, non seulement renécle très souvent à prêter aux PME, mais applique des taux d'intérêt très élevés. De fait, prêter une somme modeste à une petite entreprise rapporte peu. Pourquoi se donner cette peine ? Le WIR rend donc deux précieux services aux entreprises membres : non seulement il accepte beaucoup plus facilement les demandes de prêt, mais le taux d'intérêt pratiqué est trois fois plus bas que les taux bancaires normaux. Cette rétribution s'avère suffisante pour la banque WIR puisqu'elle n'est pas destinée à enrichir des actionnaires, mais simplement à couvrir les frais de la société coopérative qui gère le WIR et à constituer des réserves. Le fait que la banque produise elle-même la monnaie prêtée permet aussi une économie considérable par rapport à une banque traditionnelle. En effet, lorsqu'une institution classique reçoit des fonds d'épargne ou issus de la Banque centrale, elle paie des intérêts avant de prêter elle-même cet argent. Mais poursuivons l'exemple du prêt immobilier : une fois l'argent versé, le preneur de crédit paiera en WIR les artisans (choisis parmi les associés de la société coopérative), qui eux-mêmes régleront les factures de matériaux en WIR, etc. Autant de transactions qui assoient la légitimité de cette devise, renforcent la solidarité et la coopération entre les entreprises membres et stimulent l'économie locale. Une dynamique globale qui incite finalement les autres acteurs économiques du territoire à recourir eux aussi à cette monnaie complémentaire.

Les factures sont souvent payées en WIR à raison de 30 à 40 % du montant total et le solde sera payé en francs suisses, afin que les entreprises participantes puissent verser leurs salaires en francs suisses et régler tous les autres frais, types impôts, qui ne peuvent pas être payés en WIR. Cette impossibilité de payer les impôts et les taxes avec la monnaie complémentaire est notamment due au fait que cette monnaie n'est pas convertible. Pour moi cela représente un frein important qui empêche son développement à plus grande échelle. Tant qu'un gouvernement n'accepte pas une monnaie comme paiement de taxes et garde une seule monnaie, cela reste marginal. De ce point de vue, le système C3 (expliqué plus haut) déjà développé en Uruguay et au Brésil est plus efficace que le WIR puisqu'il permet à l'Etat d'être partie prenante et donc de favoriser le développement de la monnaie. Etant convertible, ce système évite aussi aux créateurs d'une monnaie de se mettre les banques à dos, puisqu'elles jouent un rôle et trouvent aussi leur intérêt. L'histoire du WIR montre d'ailleurs que les banques peuvent gêner la création d'une monnaie complémentaire. A l'occasion de la création du WIR, elles ont mené une campagne de dénigrement, notamment dans la presse, pour dire que tout cela n'était pas sérieux, voire dangereux. Mais les PME ne s'y sont pas trompées et ont progressivement rejoint ce réseau. Au fil des années, cette communauté a continué à confirmer son objectif d'entraide, mais aussi sa solidité. Certes, si l'institution a survécu à la Seconde Guerre mondiale, elle a également traversé de graves crises : dans les années 1960-1970, certains membres ont trahi l'esprit coopératif du système et abusé de la confiance de ses membres en vendant de la marchandise de moindre qualité à des prix excessifs. D'autres ont mis en vente leur monnaie dans les journaux 20 % plus cher que son taux, nuisant à la réputation du WIR. Mais à chaque incident, des règles ont permis d'encadrer le fonctionnement de cette société coopérative, et les indélécats

en ont été exclus. Aujourd'hui, plus de soixante-dix ans après l'apparition du WIR, une PME suisse sur cinq (75 000 membres) utilise cette monnaie qui fait figure d'alternative non seulement sérieuse, mais exemplaire.

Une étude américaine qui a porté sur une quinzaine d'années démontre que cette monnaie contribue à la solidité de l'économie nationale. En effet, en cas de crise monétaire, les entreprises échangent davantage de WIR, échappant ainsi au phénomène d'assèchement du crédit. En revanche, quand l'économie va bien, les entreprises ont moins tendance à utiliser le WIR et utilisent davantage le franc suisse. Le WIR montre donc, chiffres à l'appui, qu'une monnaie complémentaire peut non seulement se développer à grande échelle, mais que l'existence d'un véritable écosystème monétaire permettrait de mieux faire face aux aléas. A chacun d'encourager cette diversité sur son territoire !

Comment développer les monnaies complémentaires ?

Grandes directions :

- Passer de la monoculture à la biodiversité monétaire afin d'augmenter la résilience de notre système économique.
- Libérer la création monétaire afin de redonner, de façon démocratique, à la monnaie son caractère premier : faciliter l'échange de richesses (réelles) de toute nature.
- Limiter la spéculation mondiale, la dérégulation et les bulles financières.

Quelques mesures qui vont dans ce sens :

- Abroger l'article 123 du traité de Lisbonne obligeant les Etats à emprunter exclusivement aux banques privées.
- Créer de nouveaux indicateurs de richesse prenant en compte les externalités des activités économiques, ainsi que toutes les richesses non financières produites par la société et relevant de l'intérêt général (parent au foyer, bénévolat, régénération des espaces naturels, aide sociale...).
- Créer une monnaie complémentaire nationale, destinée à valoriser et à rémunérer les activités relevant de l'intérêt général.
- Permettre le paiement des taxes, la rémunération des fonctionnaires dans cette monnaie complémentaire (exemple des monnaies de type C3).
- Autoriser la création monétaire à tout groupe de personnes ayant une communauté d'intérêts (Etats, collectivités, groupes d'entrepreneurs et de commerçants, associations...).
- Rendre ces monnaies "fondantes" pour empêcher leur théorisation et la spéculation.

Ce que je peux faire :

- Utiliser une monnaie complémentaire ou en créer une là où je vis.
- Choisir des placements respectueux de l'environnement et de la société.
- Sélectionner ma banque et mes assurances en fonction de leur politique écologique et sociale.

Pour en savoir plus :

M. Kennedy, B. Lieater, *Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable*, Charles Leopold Mayer, Paris, 2008.

Un outil Internet en libre accès pour créer une monnaie au sein d'une organisation, quelle qu'elle soit : <http://project.cyclos.org/>